



CHSCT DE HAUTE-GARONNE

COMPTE-RENDU de la séance du 15 MARS 2022

A l'ouverture de la séance à 9 heures, les élu-es de Solidaires Finances ont donné lecture de la déclaration liminaire suivante :

« Je ne sais pas comment sera la troisième guerre mondiale, mais je sais qu'il n'y aura pas beaucoup de monde pour voir la quatrième » Albert Einstein.

Monsieur le Président,

Jean Jaurès disait que le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage, mais il disait également qu'on ne fait pas la guerre pour se débarrasser de la guerre.

Les guerres se multiplient aux quatre coins de la planète depuis 1945, sous couvert de nationalisme, d'intérêts économiques, de luttes contre le terrorisme. A l'heure des médias et des réseaux sociaux, certaines sont visibles, d'autres invisibles.

Mais elles sont souvent loin ces guerres, même si le terrorisme est venu nous rappeler douloureusement qu'elles pouvaient aussi toucher notre continent, notre pays, nos proches.

Pourtant aujourd'hui c'est au cœur de l'Europe que se déroule une guerre, une invasion d'un pays par un autre.

Notre syndicalisme, pour qui l'humanité, la solidarité, l'empathie sont des valeurs essentielles, se doit d'abord d'être solidaire sans réserve envers le peuple ukrainien agressé, martyrisé, tué.

A l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, quasiment tout le territoire de l'Ukraine est bombardé et les pertes civiles (femmes, hommes, enfants) sont nombreuses, trop nombreuses. La capitale Kiev est menacée très sérieusement. Des crimes de guerre abjects sont commis.

A l'heure où nous écrivons ces quelques lignes, pour nous, une seule pensée, une seule action doit nous guider. Il y a un agresseur et un pays agressé. Nous nous inscrivons dans une tradition humaniste qui prône la paix et la fraternité entre les peuples. Nous sommes solidaires du peuple ukrainien mais également du peuple russe, muselé par ses dirigeants, mais qui ose parfois quand même manifester malgré la terrible répression. Nous sommes solidaires des syndicalistes ukrainiens et russes qui militent et s'expriment pour la paix. Nous sommes solidaires des féministes russes qui, une nouvelle fois, osent manifester contre la guerre. Nous militons pour la paix. Les troupes russes doivent sortir d'Ukraine et la paix être rétablie, la diplomatie, le dialogue doivent être restaurés avec une revendication, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Viendront des temps meilleurs et avec eux celui du bilan. Il sera temps alors d'analyser les responsabilités de chacun dans ce conflit, déclenché par un dictateur isolé dans sa datcha d'ivoire, menaçant avec ses armes nucléaires. Il sera temps pour le Tribunal pénal international de faire son travail. Il sera temps également d'analyser et de comprendre quel nouveau visage de l'Europe cette guerre aura dessiné.

Pendant ce temps, sur le front de la pandémie mondiale, on pourra noter dans notre pays la petite musique gouvernementale, à quelques encablures des élections présidentielles : Oyez, oyez, c'est terminé !

Les généraux consultants ont remplacé sur les plateaux télé les scientifiques et médecins, et les experts en épidémiologie des réseaux sociaux sont devenus experts en géopolitique.

Syndicalistes, nous ne sommes certainement pas des scientifiques. La pandémie est-elle terminée ? Non hélas et même la Chine a annoncé le week-end dernier que ses hôpitaux allaient avoir du mal à assumer la reprise galopante de ce fléau chez elle. En France on commence à parler d'une possible venue rapide d'une sixième vague quand dans le même temps des experts scientifiques mondiaux (des vrais !) indiquent que le nombre de morts dû à la pandémie pourrait être trois fois supérieur aux chiffres officiels, soit 18 millions à ce jour ! (Journal Le Monde, édition du 13 mars 2022). Quand une grande partie de la population mondiale n'est pas vaccinée, on ne peut que craindre l'émergence de nouveaux variants. Si nous devons tirer une leçon de cette crise et de ce virus c'est qu'il a toujours réussi à nous réserver des mauvaises surprises.

L'arrivée et la prédominance du variant Omicron ont changé la donne et si le taux de vaccination et les infections multiples laissent penser que collectivement, nous aurons une meilleure protection (en tout cas contre les formes graves) et que peut-être cette pandémie se transformera en épidémie, rien n'est sûr.

De plus sont laissées de côté les populations les plus fragiles, notamment les immunodéprimés.

L'arrivée sur le marché de nouveaux vaccins dits traditionnels devrait convaincre certains réticents à se faire vacciner. Par ailleurs, certains médicaments semblent émerger, pour l'instant en complément ou en suppléance du vaccin et réservés aux personnes les plus fragiles, mais permettant d'espérer des approches curatives de la maladie.

Solidaires Finances revendique :

- la « levée des brevets » et le financement d'une campagne mondiale de sensibilisation à la vaccination,*
- un véritable service de santé publique avec, quoi qu'il en coûte, un système hospitalier qui réponde aux besoins de la population même en temps de crise. Il faut totalement changer de paradigme et arrêter de considérer la santé comme une marchandise, créer des lits au lieu d'en fermer, recruter et rémunérer correctement les personnels hospitaliers, maintenir une couverture sociale pour toutes et tous et revendiquer une couverture sociale à 100 % pour toutes et tous*

Le gouvernement, le ministère, nos directions générales devront aussi réfléchir à savoir comment gérer les conséquences d'un Covid long chez un·e agent·e et reconnaître les problèmes médicaux qu'ils ou elles peuvent subir et ayant des conséquences dans leur travail. Prévoir en cas de redémarrage ou de nouvelle pandémie, les instruments nécessaires pour se protéger, masques FFP2, purificateurs d'air, etc, imaginer des organisations de travail adéquates...

Sur les sujets sociaux, nous percevons l'importance de la campagne sur la maltraitance dans le secteur hospitalier et les EPADH lancée il y a quelques mois par nos camarades de Sud Santé-Sociaux, c'était un premier cri d'alerte. Si nous pouvons regretter que ce dernier n'ait pas été relayé à l'époque comme elle l'aurait dû par les médias, nous constatons que le travail journalistique qui a conduit à cette actuelle prise de conscience s'est nourri pour partie de celle-ci. A notre niveau, nous devons également intégrer le fait que via notre réseau des trésoreries hospitalières, nous percevons certaines choses, certaines dérives. Cette perception doit nous aider à construire nos alertes en matière sociale.

La révélation de la maltraitance dans les EPAHD doit nous faire prendre conscience qu'une société peut aussi être jugée à la façon dont elle traite ses aîné·es et que le capitalisme et le profit doivent être écartés de ces questions.

La campagne électorale à la présidentielle se déroule dans un contexte particulier où certain·es voudraient mettre au centre du débat, l'insécurité et l'immigration.

Pourtant, selon des études d'opinion convergentes, avec la santé, la question du pouvoir d'achat est plus que jamais le sujet du moment pour nos concitoyens, après la flambée des prix des matières premières, des énergies fossiles, de l'électricité et maintenant ... de tout !

Solidaires Finances est fortement impliqué sur cette question dans sa sphère professionnelle avec l'action nationale « Exigeons notre dû », pour une augmentation massive du point d'indice et de tous le système indemnitaire, sans compter la revalorisation des frais de déplacement rendue urgentissime, quand le litre d'essence et de gazole a dépassé allègrement les 2 € par litre !

La parution de la deuxième partie du rapport du GIEC, confirmant les catastrophes qui s'annoncent et prouvant plus que jamais que l'urgence d'une véritable politique écologique s'impose. En effet ce rapport montre que la catastrophe qui vient est pire, plus rapide et plus grave que les prévisions. Les conséquences sociales et sanitaires sont et seront encore plus dramatiques : sécurité alimentaire menacée, maladies favorisées par les pollutions et par les chaleurs extrêmes, pénurie et pollution de l'eau touchant en premier les plus pauvres. Le rapport est également sans appel concernant le bilan des politiques dites d'adaptation : elles sont injustes et bénéficient d'abord aux plus riches et ne sont que des substituts.

Plus que jamais, justice sociale et justice climatique sont indissociables.

La guerre en Ukraine a montré la possibilité qui existe au plan mondial de se mettre d'accord rapidement pour sanctionner financièrement des banques, un état et ses dignitaires, en bloquant les comptes et les avoirs.

Comparaison n'est pas raison. Mais nous aimerions quand même voir mis en œuvre le même dispositif qui pourrait être utilisé avec efficacité pour lutter contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux et dégager pour les états démocratiques, dont la France, des marges budgétaires non négligeables, qui pourraient alors participer au financement de tous les défis qui attendent l'humanité et répondre aux attentes des peuples.

En ce qui concerne l'ordre du jour de la présente séance, nous aurons l'occasion d'examiner la dernière note d'orientations ministérielles santé, sécurité et conditions de travail, avant que tout ce que représentait le CHSCT en terme d'échanges transverses entre les administrations d'un même ministère avec la richesse que cela représente, ne disparaisse avec lui-même à la fin de cette année.

La feuille de route du Secrétariat Général cette année est la suivante : prévenir les risques liés aux nouveaux modes de travail en particulier le télétravail, anticiper et prévenir les risques liés aux projets de réorganisation, rester vigilant dans le contexte sanitaire, prévenir les risques de désinsertion professionnelle et accompagner le retour à l'emploi, prévenir et lutter contre les violences sexistes et sexuelles, consolider et ancrer la culture de la prévention dans le quotidien du travail et utiliser les crédits des CHSCT pour contribuer à la culture de prévention. Nous pouvons en discuter, peut-être nous y retrouver ainsi que sur d'autres sujets, à la condition d'une volonté commune de progresser ensemble dans la bonne direction, dans l'intérêt des agentes et agents de nos directions respectives.

Nous aurons également comme sujets :

- travaux place Occitane : au-delà de la présentation théorique des travaux, nous serons attentifs sur l'organisation interne pendant la durée du chantier (organisation, relocalisation des agents, nuisances sonores, ménage, etc ...)*
- Muret : co-activité pendant la durée du chantier et nuisances*
- Douanes : nous vous demandons une information du CHSCT sur les opérations de transferts des missions fiscales vers la DGFIP (nature, missions, nombre d'emplois, calendrier, etc ...)*
- Douanes Blagnac : un point global sur l'évolution de ce service et son expansion (effectifs et charges)*
- Comité social d'administration (CSA) : nous souhaitons avoir une information sur le mode de fonctionnement de cette structure (crédits, organisation réelle) »*

□ Note d'orientations ministérielle 2022

Pour le Président, dans cette note du Secrétariat général, on remet bien en perspective les agents de prévention. Les rappels sanitaires classiques sont également bien identifiés à cause de la crise Covid.

Dans son intervention, l'inspecteur santé et sécurité au travail (ISST) indique que :

-sur la question du Covid 19, les médecins de prévention précisent dans un message que les indicateurs restent élevés (taux d'incidence par région souvent supérieur à 500), l'épidémie repart à la hausse. Le sous-variant

BA2 monte en puissance en France. Il faut être vigilant pour les agents vulnérables, le télétravail reste une possibilité pour ces derniers, le port du masque par tous peut s'avérer nécessaire pour assurer leur protection. Elles recommandent pour une durée de 6 à 8 semaines la continuation du port du masque dans les milieux clos et aussi lors de réunions, déplacements à plusieurs en voiture, etc...

La position nationale de l'ENFiP de lever l'obligation de port du masque est discutable par rapport à ces arguments.

Sur le Comité social d'administration (CSA) instauré dans chaque direction locale et qui remplacera le CHSCT au 1.01.2022, il y aura une perte de complémentarité des structures, bien que la dimension interdirectionnelle n'existe que dans 40 % des CHSCT, souvent dans les chefs lieux de région. Des formations spécialisées seront mises en place par direction. Dans les textes actuels, il y aura au moins une réunion par an de la formation spécialisée (au lieu de 3 pour le CHSCT actuel). Les registres SST seront conservés.

Il pense que son action pourra continuer à être un apport dans le cadre de cette nouvelle structure et n'est pas assuré à ce jour qu'un budget dédié sera affecté comme c'est le cas actuellement.

On ne fait pas de prévention des risques psycho-sociaux (RPS) dans ce ministère, le DUERP ne peut correspondre à lui seul à cet objectif. Il travaille actuellement à un outil pour demain essayer d'y trouver des regards précis pour des solutions possibles.

L'assistante sociale souhaite que la place du médico-social demeure forte avec cette réforme. Actuellement environ 10 % des agents font l'objet d'un suivi par son service.

Le Président n'a pas beaucoup d'information sur le CSA, une réunion se tient ce jour avec le Secrétariat général, un membre titulaire de l'Administration au CHSCT31 y participe.

Pour nous des moyens budgétaires dédiés doivent être délégués au CSA, à minima à la hauteur de ce qui existe actuellement au CHSCT.

☐ Actualités sanitaires

DRDDI : 33 collègues ont été déclarés positifs, plus de 100 depuis le début de la pandémie. Baisse constatée des cas depuis janvier et remontée récente. Sur les gestes barrières, un stock de masque FFP2 est disponible pour les agents de la surveillance

DRFiP : une baisse avait été constatée, petite remontée dernièrement des cas : 12 cas covid en cours (417 en 2021, 377 en 2020). 3 personnes vulnérables 5 jours sur 5

INSEE : pas représentée lors de la séance

DNSCE : tendance identique aux autres administrations : pointe début février 10 à 12 agents positifs, puis descente sur 5-6 cas hebdomadaires et remontée sur la dernière semaine. Les agents covid restent chez eux en télétravail exceptionnel. Un stock de matériel est conservé, on con

ENFiP : 1 classe fermée, 4 stagiaires malades, tous les cas contact suivent le cours à distance. Le Directeur a adressé un message à l'ensemble des stagiaires pour recommander le port du masque

DIRCOFI : 26 cas positifs en janvier-février, 6 cas contact, baisse constatée également ensuite. 5 agents vulnérables empêchés 5 jours sur 5, la décision du médecin de prévention est systématiquement suivie en la matière.

❑ DRFiP- les travaux Place Occitane

Une réunion de présentation aux chefs de service a eu lieu, il en est de même pour les agents, puis les organisations syndicales. Le service BIL travaille en étroite collaboration avec l'ISST.

La problématique est celle du changement de tous les ouvrants et de l'isolation en site occupé (avec pose de panneaux photovoltaïques en toiture en vue d'une auto-suffisance énergétique) ; un prototype sera réalisé sur place, style « Italien » à conserver avec rénovation de la pierre. Une visite de l'architecte des bâtiments de France est prévue le 19 avril.

Le 21 avril une visite pour les représentants des personnels sera organisée avec le début des travaux, pour voir le niveau du bruit, etc.. en présence de l'architecte et du coordonnateur des travaux (les percements se feront tôt dans la journée).

L'ESI et le Recette des finances municipale seront les premiers services concernés.

Il y aura un « *back office* » aux Carmes.

Pour répondre aux questions de Solidaires Finances, la DRFiP précise que pour le risque incendie en cours de travaux, il y a une coupure générale et que le bureau de contrôle qui a regardé cela. Sur l'isolant il y a eu des documents qui seront fournis. Sur le travail déporté : une dizaine de postes de travail sont concernés.

❑ ISST : note sur les contrôles périodiques sécurité

Ce point sera évoqué lors d'un groupe de travail, afin d'avoir davantage de temps à y consacrer.

❑ DNSCE : RetEX sur l'expérimentation des écrans 32 pouces

Cette attribution d'écrans courbes fait suite au financement par le CHSCT en septembre 2021.

Souvent il s'agit du remplacement de l'usage de doubles écrans 22 pouces. L'accueil est très favorable, des demandes nouvelles se sont faites jour depuis le déploiement. Il y a une diminution notable de la fatigue visuelle, notamment pour calc et les documents en pdf. Il y a un souhait que l'écran soit plus courbe et réglable en hauteur, mais c'est minime par rapport aux avantages. Recommandation est faite à toutes les directions par la DNSCE d'utiliser de tels écrans. Il faut porter attention à la qualité de la résolution et faire un test car la taille de l'écran est beaucoup plus grande, notamment quand il est posé sur le bureau, l'ISST précise que cela peut provoquer parfois des problèmes musculo-squelettiques compte tenu de la hauteur liée à ce positionnement. A confirmer par le médecin de prévention.

❑ DRDDI- Les accidents de service

Pas de commentaire en séance sur le document de synthèse fourni par cette administration.

Seule précision : les oppositions à fonction explosent. L'Occitanie représente à elle seule un quart des oppositions au plan national. Un groupe de travail se tiendra prochainement pour faire un audit, ses conclusions seront fournies au CHSCT avec inscription à l'ordre du jour.

❑ Les registres SST du second semestre 2021

Un échange a eu lieu sur l'examen de ces registres.

DRFiP : Le nettoyage et chauffage de la Cité administrative a été évoqué, des solutions seront apportées. Le site de Ranguel pose problème également pour le chauffage dans certaines zones, la société prestataire va y remédier.

DNSCE : problème d'accès au registre par l'ancien intranet seulement, la situation est en cours de résolution avec les services informatiques.

□ Budget 2022

Le budget 2022 s'élève à 338 651 €.

DIRECTION	ACTIONS	FOURNISSEUR	PRIX TTC	Observations
DNSCE	GARDE CORPS (fourniture) - pose d'un garde corps au niveau du quai de décharge (la sécurisation du quai de décharge figure par ailleurs dans le DUERP et le PAP)	EXPRESSO	5 969,00 €	
DNSCE	GARDE CORPS (maçonnerie) - pose d'un garde corps au niveau du quai de décharge (la sécurisation du quai de décharge figure par ailleurs dans le DUERP et le PAP)	ZENITH GENIE CIVIL	6 715,80 €	
DIRCOFI	Détecteurs de présence parties communes rue Merly	7SUD	4 591,71 €	
DIRCOFI	2 Fontaines a eau	Aquafontaine	708,00 €	
DIRCOFI	15 sacs à dos PC	BRUNEAU	757,50 €	
DRFIP	Remplacement de la centrale incendie (direction)	INEO/ENGIE	10 966,07 €	Sous réserve d'informations complémentaires
DRFIP	Support Vélo MIRAIL	SAS R-B	4 206,00 €	
DRFIP	Achat de 11 casques sans fil JABRA standard téléphonique (recouvrement Paierie Dép)	DOMEX SAS	3 859,00 €	
DRFIP	Achat de 11 casques sans fil produo standard téléphonique (recouvrement Paierie Dép)	DOMEX SAS	2 486,22 €	
DRFIP	Remplacement de la porte (SIE MURET)	EN ATTENTE		
DRFIP	stores vénitiens (CFP St Gaudens)	ESPACE STORES	5 895,95 €	
DRFIP	Stage SSIAP	SI2P	1 290,00 €	
DRFIP	Capteurs CO2 (divers sites)	PYRESCOM	2 478,00 €	Accord de principe, mais co-financement à prévoir
DRFIP	Films solaires Mirail	ESPACE STORES	2 131,72 €	
DRFIP	30 SACS à DOS + TROLLEYS télétravailleurs (cofinancement : la DRFIP en commande autant de son coté)	MANUTAN	3 220,92 €	
DRFIP	stage SSIAP1 (qualifications d'agents en sécurité incendie et assistance aux personnes)	EN ATTENTE		
DRFIP	Douche pour le personnel – en provision en attente devis (St Alban)	EN ATTENTE	3 700,00 €	
DRFIP	Stores et films côté rue et parking (SIP de St Alban)	CZERNIK	5 975,15 €	
DRDDI	Achat de vêtements pour les moniteurs TPCI		2 076,98 €	
TOTAL			67028,02	

❑ Questions diverses

DRDDI/DNSCE : la fiche de signalement parvenue le 1^{er} Mars à été évoquée en séance, l'agent nouvellement affecté au sein d'un service de la DNSCE fera l'objet d'une attention particulière. Son intégration s'est bien déroulée, il a été bien accueilli dans le service.

DRFIP : Solidaires a souhaité qu'une réflexion soit apportée sur les conditions, de plus en plus dégradées, des agents d'accueil au sein des différents services. Malgré la présence de vigiles (eux-mêmes régulièrement agressés verbalement) nous ne pouvons que constater un manque de suivi sur les agressions et une réponse pénale insatisfaisante. Nous souhaitons un durcissement des sanctions, la réponse pénale n'étant pas à la hauteur du délit et que cela apparaisse dans les lettres de mise en garde.

DRDDI -Agrandissement du site d'expertise de Blagnac : une présentation de ce projet sera effectuée lors d'une prochaine séance.

Transfert de missions : Solidaires demande une présentation conjointe des directeurs de la Douane et de la DGFIP sur les missions qui seront transférées à la DGFIP, du nombre d'agents concernés et des effectifs qui y seront dévolus.

Un calendrier clairement établi est disponible dans la note d'orientation, comportant le transfert de chaque mission par année.

La séance a été levée à 17 heures 55

Prochaine séance le 13 MAI.

Les élu.e.s de Solidaires Finances au CHSCT de Haute-Garonne